

Paris, le 20 mars 2020

LPPR/ Des annonces en trompe-l'œil bien loin de la réalité de l'enseignement supérieur et de la recherche

Le Président de la République vient d'annoncer, le 19 mars 2020, une augmentation du budget de la recherche de 5 Md€ sur dix ans représentant à ses yeux "un effort inédit" depuis 1945. Cette annonce faite en plein cœur d'une crise sanitaire majeure qui met les établissements face à une situation très tendue, notamment du point de vue de la protection des personnels et usagers et de la continuité du service public de l'ESR, pose de nombreuses questions. Pour l'année budgétaire à venir, cela représenterait une augmentation de 400 millions d'euros a quant à elle précisé Frédérique Vidal.

Contrairement aux apparences, ces annonces ne font que reprendre certains engagements et sont loin de répondre aux besoins urgents que nous exprimons maintenant depuis des mois. **Le financement public de l'ESR nécessite un investissement de 3 milliards d'€/an pendant 10 ans pour atteindre l'objectif de 1 % du PIB pour la recherche publique et 2 % du PIB pour l'enseignement supérieur.** Nous sommes loin du compte.

Par ailleurs, ces annonces posent des problèmes de fond :

1/ la conversion récente du Président de la République et de son gouvernement à la défense du service public ne nous fait pas oublier les attaques multiples concernant la fonction publique contenues dans les rapports préparatoires au projet de LPPR et au-delà dans la loi de transformation de la fonction publique d'août 2019. **Le SNESUP-FSU rappelle son attachement à un service public de l'ESR au service de l'intérêt général et qui permette l'accès et la réussite de tou·tes les étudiant·es ;**

2/ le sursaut annoncé repose essentiellement dans un premier temps sur une augmentation du budget de l'ANR. Il ne mettra pas fin aux limites intrinsèques de la recherche sur projet dénoncées par la plupart de la communauté scientifique. Que la recherche publique sur les coronavirus ait été délaissée du fait des mécanismes de concurrence induits par la recherche sur projet devrait pourtant nous alerter sur les dysfonctionnements graves de notre système de recherche. Débloquer des fonds en urgence pour la recherche en "santé globale" et seulement à cause de l'urgence témoigne d'une incompréhension totale de la temporalité propre à la recherche scientifique fondamentale. Faudra-t-il attendre d'autres crises (environnementale, énergétique, alimentaire, sociale, démocratique, etc.) pour que d'autres champs de connaissance bénéficient des fonds nécessaires pour mener leurs recherches ?

Le SNESUP-FSU réaffirme la nécessité d'un financement pluriannuel reposant sur une augmentation significative des crédits de base de tous les laboratoires et non sur la généralisation des appels à projets ;

3/ l'urgence d'un plan massif d'emploi scientifique reste complètement absente des propositions alors qu'elle est au cœur des revendications de la communauté universitaire. **6000 emplois par an sur 10 ans, toutes catégories confondues, sont nécessaires pour mettre fin d'urgence à la politique de précarisation et le recours massif aux vacataires.**

Face à la crise actuelle, la responsabilité de toutes et de tous est engagée. La nôtre, mais également celle du ministère qui ne peut se contenter d'annonces en trompe-l'œil. Nous attendons bien mieux. ■

SUIVEZ-NOUS !



[SNESUPFSU](https://www.facebook.com/SNESUPFSU)



[@SNESUPFSU](https://twitter.com/SNESUPFSU)

SNESUP-FSU – 78 rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris
Tél. : 01 44 79 96 10 – sg@snesup.fr – www.snesup.fr